

Pinochet: un premier pas vers l'essentiel ? (première partie)

L'arrestation de Pinochet ne peut être qu'applaudie par tous ceux qui, comme nous, ont souffert à distance lors des horribles massacres de septembre 1973 et qui ont assisté impuissants à la mise en place d'un régime fasciste de la pire espèce.

On est encore bien éloigné d'un jugement et d'une condamnation, mais reconnaissons-le, c'est un premier pas qui concerne les dirigeants fascistes (au sens large) en fin de carrière. On peut espérer que les "ex" qui profitent d'une retraite dorée après avoir fait régner la terreur – les noms ne manquent pas – dormiront parfois mal la nuit.

Viser le bon numéro

Toutefois, pour les victimes, c'est trop tard. Pinochet, comme tous ses semblables à la pension, a fait le plein de crimes contre l'humanité, il n'a plus ou presque plus d'autorité. Ce sont les criminels au pouvoir, perpétrant encore des actes odieux, qu'il faudrait mettre hors d'état de nuire, déférer devant un tribunal compétent. On sauverait ainsi des vies humaines. La menace d'être inquiété vers les quatre-vingts ans apparaît trop lointaine pour empêcher les dictateurs de torturer les peuples. Atteindre ces gens-là devrait être un des objectifs ultérieurs, plus important encore que les dictateurs retraités.

En revendiquant l'arrestation et le jugement de dirigeants connus, est-on certain qu'on s'en prend aux principaux coupables ? Pinochet était-il l'inspirateur du coup d'État ou bien était-ce la CIA, les autorités américaines et quelques grandes sociétés ? Une instruction devrait être ouverte pour trouver tous les responsables, tous ceux qui ont été à l'initiative et tous ceux qui ont aidé matériellement. Osons un pari: les dirigeants politiques des pays industrialisés et les dirigeants des grandes multinationales sont impliqués dans l'installation de presque toutes les dictatures fascistes et le maintien des régimes corrompus, dans tous les continents (on pense d'abord à l'Amérique latine, l'Afrique et certaines régions d'Asie).

Le rêve

Quel beau spectacle aurait-on si les présidents des Etats-Unis et d'autres pays, si l'empereur du Japon, les rois, les reines, les chanceliers, les premiers ministres, etc. étaient emprisonnés pour complicité dans des crimes contre l'humanité, voire accusés d'en être les fomentateurs ? Si les dirigeants des multinationales de l'alimentation (banane, café...), du pétrole, de la chimie, des transports, etc. les accompagnaient ?

On toucherait enfin à l'essentiel, aux principaux coupables et aux mécanismes économiques et politiques qui expliquent la plupart des coups d'État dans le monde. On ne viserait pas seulement un Kabila qui est le moins soutenu par les grandes puissances et qu'on veut soumettre avant de lui "pardonner" ses crimes (pardon, ceux du Rwanda devenu l'ennemi).

C'est impossible, irréaliste d'imaginer que les "grands" du monde occidental soient un jour jugés pour crimes contre l'humanité et génocide. Bien sûr. Mais pourquoi ne pourrais-je pas, de temps en temps, mettre mes rêves sur papier ?

Le moins mauvais d'entre nous (deuxième partie)

On pourrait aussi m'attribuer l'intention de contribuer à déstabiliser les démocraties occidentales, qu'on présente souvent comme "les régimes les moins mauvais". Notre gauche bien-aimée ferme ainsi les yeux sur bien des choses, par crainte d'encourager l'instauration d'un régime non démocratique. "On ne vit pas si mal en Belgique, n'est-ce pas ? Voyez l'Afrique. On a bien de la chance, nous, de pouvoir manger à notre faim et de pouvoir nous exprimer librement."

Depuis mon enfance je suis obnubilé par l'attitude des uns et des autres vis-à-vis de la prise de pouvoir d'Hitler et de la guerre mondiale de 40-45. J'ai grandi dans une hostilité permanente contre ces démocraties occidentales qui ont laissé Hitler réarmer l'Allemagne et occuper des territoires en dépit du Traité de Versailles, en dépit des intentions avouées du nazisme, du régime de terreur instauré rapidement après 1933. Ces mêmes démocraties espéraient qu'Hitler abattrait l'URSS et le communisme et leur ouvrirait de surcroît les marchés perdus.

Il est vrai que les socialistes et les communistes allemands ont commis une grave erreur en s'unissant trop tard contre le nazisme. Mais ils connaissaient mal le nazisme et n'imaginaient pas bien ses nuisances. Après 1933, après l'occupation de territoires et de pays étrangers, après les camps de concentration et la répression féroce, après les mesures antijuives, etc., les démocraties occidentales étaient mieux informées du danger que représentait l'Allemagne. En gros, pour simplifier, elles ont choisi la "neutralité" (le soutien en sous-main le plus souvent). Que signifiait, en ce temps-là, le régime le moins mauvais ? Celui qui a ouvert la porte à la deuxième guerre mondiale ? Après avoir provoqué et mené la première guerre mondiale...

La situation est-elle différente aujourd'hui ? Si la menace d'une nouvelle guerre mondiale n'est pas à l'ordre du jour, je viens d'évoquer le rôle des démocraties occidentales dans l'existence des dictatures fascistes de par le monde. Grâce à ces rapports étroits, notre économie en tire avantage et nous permet de jouir d'un confort relatif par rapport au Tiers Monde.

Ce n'est pas oublier qu'il a fallu les combats du mouvement ouvrier pour améliorer notre sort. Mais sans une économie florissante, où auraient abouti les revendications sociales et politiques ? Voyez les autres pays et cherchez une situation comparable des travailleurs dans une économie du Tiers monde (une ou l'autre exception n'est pas à exclure, comme... le Chili d'Allende ou le Congo de Lumumba).

Nous sommes des privilégiés et tirons "profit" dans une certaine mesure de la surexploitation du Tiers Monde et des dictatures fascistes. Nos droits démocratiques sont en outre tributaires de notre impuissance à menacer l'ordre établi. Lahaut a été assassiné, il était trop dangereux, alors qu'il ne représentait pourtant pas une menace directe. Aujourd'hui, d'Orazio et ses compagnons sont traînés en justice pour décourager tout débordement syndical. Comme nous sommes des privilégiés, estiment nos dirigeants, il ne faut pas exagérer et marcher droit.

Pour être objectif, il faut reconnaître que parfois une marge de manœuvre est tolérée. En mai 1968, l'université de Bruxelles a été occupée plusieurs semaines. À cette occasion, j'ai pu vivre une démocratie plus large que celle que nous connaissons. Des centaines de jeunes, muets d'ordinaire sur les grands problèmes de la société, ont participé activement aux assemblées libres et aux discussions sans fin qui se menaient dans tous les coins. Ça n'a duré qu'un temps, mais l'expérience a démontré que "notre" démocratie n'était pas la seule possibilité. C'est en juin, je crois, que du restaurant universitaire, en compagnie de quelques amis, j'ai aperçu une foule de gendarmes encercler le bâtiment central de l'université, puis le prendre d'assaut. La tolérance a ses limites. En l'occurrence, nous avons plus ri que pleuré, car il ne restait tout au plus qu'une dizaine d'irréductibles utopistes qui occupaient encore. Le mouvement s'était éteint de lui-même et les gendarmes n'ont enfoncé que des portes ouvertes. Néanmoins, ils sont venus.

Nous ne conserverons pas indéfiniment nos privilèges, il est d'ailleurs probable que nous vivons en

Wallonie un processus d'appauvrissement qui s'accentuera encore. D'autres régions sont également larguées par l'évolution économique. Nos privilèges s'effritent progressivement. Il est probable que, comme presque tous les pays du Tiers Monde, nous devons trouver une alternative économique pour vivre mieux. Plus d'initiatives, plus de démocratie, des rapports équilibrés et des avantages réciproques avec le Tiers monde, une production de qualité mettant l'homme en valeur, etc. sont des conditions pour dépasser le capitalisme. Un jour viendra... Non, actuellement toutes sortes d'expériences positives ont lieu à une petite échelle, informons-nous, soutenons-les, prenons nous-mêmes des initiatives si nous en ressentons la nécessité.

La paix et la démocratie ne sont pas des vains mots. Beaucoup a été fait, tout reste à faire (belle finale, n'est-ce pas ?).

M.N.
Décembre 1998